

## **CHAPITRE III <sup>1</sup>**

### **LA MAITRISE DU DESIR DE POUVOIR <sup>2</sup>**

L'un des obstacles le plus évident et le moins analysé au travail sur le sens, c'est le désir de pouvoir. Il y a en nous un être pour le pouvoir et un être pour le sens qui s'opposent, s'affrontent, se déguisent l'un en l'autre, échangent leur procédés, se manipulent. C'est là une constatation élémentaire, évidente.

Bien des prises de position, des décisions, des actions sont imputables à la seule conquête du pouvoir ou à son maintien, bref, relèvent de la tactique plus que de la conviction ou du désir de donner sens. Certes, l'exercice des responsabilités ne coïncide pas avec l'exercice d'une liberté abstraite et désincarnée. Il faut en permanence tenir compte du poids des intérêts, de l'état de l'opinion, des valeurs acquises et cela implique en permanence des compromis avec les convictions profondes de chacun. Mais le travail de sens consiste justement à intégrer le mieux possible -ou le moins mal possible- ces éléments contradictoires.

Mais là où le bât blesse, et il blesse le plus souvent, c'est lorsque cette intégration se fait non pas au profit d'un sens que l'ont veut donner, ne serait-ce que progressivement, mais dans le seul objectif de conquérir le pouvoir ("on verra bien après ce que l'on en fera, commençons par y arriver") ou de le maintenir, coûte que coûte. C'est ce qui distingue la grande politique de la petite, celle qui s'exprime parfaitement par ce "bon mot" : "Les promesses électorales n'engagent que ceux qui y croient". On ne saurait mieux dévaloriser la politique au nom du pouvoir. C'est qu'il y a toujours tension, sinon conflit, entre le désir et l'exercice du pouvoir, avec sa dimension brutale, mécanique, égoïste, et la politique conçue comme un exercice démocratique de participation dans laquelle le but est d'élever l'individu à une souveraineté exercée en commun au nom de tous.

Impossible donc de prendre au sérieux la question du sens sans s'interroger aussi sur le désir du pouvoir, sur son sens propre, ses déterminantes, ainsi que les conditions de sa maîtrise et de sa bonne utilisation.

La surprise, et elle est grande, vient ici de ce que le sujet paraît peu traité, sinon oublié par la réflexion morale. Certes, la théorie politique ne cesse de s'intéresser au jeu du pouvoir et des contrepouvoirs. Certes, les maîtres penseurs des années 1970, Michel Foucault en particulier, ont traqué avec beaucoup de finesse la volonté de pouvoir des puissants, insidieuse ou non, qui réprime la "volonté de savoir" de chacun sous ses diverses formes. Certes, la psychanalyse insiste, à juste titre bien que lourdement, sur les liens qui se tissent avec la sexualité mais sans en tirer des

---

<sup>1</sup> Extrait de l'ouvrage de Jean-Baptiste de Foucauld **Les trois cultures du développement humain**, éd. Odile Jacob, 2002

<sup>2</sup> Des versions successives de ce texte ont été publiées dans le Bulletin de Démocratie et Spiritualité de 1994, puis dans le numéro 116 (automne 2000) de la revue Alternatives non violentes.

conséquences claires en terme de morale pratique. En un mot la source, le sens, les conditions de bonne gestion de cette puissante énergie, semblent n'avoir pas intéressé les théoriciens ou les acteurs des pouvoirs. C'est comme l'angle mort de la pensée politique, l'un des domaines d'élection de la pensée borgne.

Pourquoi donc y a-t-il si peu de débats, si peu de discussions sur le désir de pouvoir ? Pourquoi le mouvement de fuite à l'égard de toute analyse et discussion sur le désir de pouvoir est-il si général. Pourtant, ce refoulement est dangereux, aussi bien pour la santé spirituelle individuelle que pour la qualité de notre vie collective. L'hypothèse faite ici est que ce refoulement ne résulte pas du hasard : tout travail sur le désir de pouvoir oblige à prendre parti sur des enjeux éthiques et spirituels d'importance qui sont, eux aussi, et bien à tort, évacués du débat démocratique. La reconnaissance du désir de pouvoir, la recherche de ses sources, sa maîtrise sont des enjeux essentiels et méconnus de politique spirituelle. Ils sont au cœur de la problématique du sens et de la non-violence.

### *Universalité radicale du désir de pouvoir*

Il convient tout d'abord d'en finir avec cette image rassurante, qui cantonne le problème, en stipulant que le désir de pouvoir ne concerne que ceux qui s'intéressent au pouvoir, et plus particulièrement au pouvoir politique, les autres en étant, en quelque sorte, indemnes. Il n'en est à l'évidence rien. Au contraire, il faut poser que chaque personne est traversée par le désir de pouvoir, et qu'elle va devoir assumer celui-ci d'une façon ou d'une autre, plus ou moins consciente, avec des fortunes et des infortunes diverses. Loin d'être limité à la politique, en effet, le désir de pouvoir est présent dans la vie familiale, dans la vie économique et l'entreprise, dans l'art, et bien entendu dans la religion, même s'il est souvent déguisé sous de pieuses justifications. Dire "qu'il est présent" est d'ailleurs insuffisant, en ce sens qu'il ne l'est pas de façon anecdotique ou contingente. Au contraire, c'est parce qu'il y a, au commencement, désir de pouvoir qu'il y a investissement de celui-ci dans l'un de ces champs de la vie personnelle ou sociale. Sans doute n'y est-il pas seul, mais il est premier. Il y a en nous, au départ, un être pour le pouvoir, comme il y a un être pour le sexe ou un être pour le sens. Etres qui s'allient, se combinent, se déguisent l'un en l'autre, se substituent l'un l'autre, presque jamais chimiquement purs, toujours composés les uns dans les autres. Les liens interactifs entre pouvoir et sexualité sont évidents et bien connus, encore que fort pudiquement censurés. C'est que le désir de pouvoir, le plus souvent, s'avance masqué sous le désir de sens (l'altruisme, l'idéologie, le service collectif), sans que l'on sache très bien qui est au service de qui, qui pollue quoi.

Bref, nous devons reconnaître, en nous, la présence inéluctable de ce désir de pouvoir, dont nous sommes en quelque sorte obligé de faire quelque chose. Cette reconnaissance ne va pas de soi. Nos mobiles les plus nobles, ceux que nous estimons le plus, se trouvent, tout à coup, entachés d'une sorte d'ombre ou d'impureté insidieuse qu'il n'est pas facile d'admettre. L'autre tentation est de s'avouer cyniquement obéir passivement à un désir de puissance assimilé à un désir de jouissance, mais sans le questionner, ou sans s'interroger sur ses effets sociaux. Entre une éthique naïve qui refuse de voir le désir de pouvoir et une soumission dissimulée et amoralisée au désir de pouvoir, ni l'humain, ni le spirituel, ni même le politique ne trouvent leur compte. La violence, elle, est au rendez-vous, avec son compagnon de route habituel, le non-sens. Ils sont le sous-produits de ce désir de pouvoir qui n'est ni conscient ni maîtrisé .

## *Source et sens du désir de pouvoir*

S'il y a désir de pouvoir, c'est tout simplement que le pouvoir est jouissance : voilà l'explication la plus commune, la plus banale et la plus vague aussi. On ne peut en rester là. Pourquoi le pouvoir est-il jouissance, qu'est-ce qui fait qu'il est jouissance, pour autant d'ailleurs qu'il le soit ? Comment peut-il en être ainsi alors que l'on sait bien que le pouvoir est écrasant, contraignant, fatiguant. Qu'est-ce donc qui fait que malgré tout ce qu'il charrie de difficile et souvent de risqué, il y a toujours, sans exception aucune, des candidats pour l'exercice du pouvoir ? Qu'est-ce qui peut justifier les risques pris, les fatigues endurées, la violence assumée, sinon que le pouvoir apporte quelque chose d'ultime qui a rapport avec un absolu (lequel et pourquoi ?). Là encore, il y a lieu de questionner et de mener, si possible, une analyse anthropologique, éthique et spirituelle du désir de pouvoir. Quelle est la source de cette passion latente et forte ? Au lieu de fuir sa réalité, essayons d'en mieux percevoir l'origine et le sens.

On pourrait, par exemple, distinguer plusieurs sources possibles, selon une intensité croissante :

- désir de disposer d'un minimum d'autonomie pour être sujet et non objet. Dans le monde tel qu'il est, il faut un minimum de pouvoir sur soi, sur les objets, ou sur les autres pour ne pas être dominé. Il y a une sorte de minimum de pouvoir nécessaire pour survivre ; le désir de pouvoir apparaît ici comme un sous-produit du désir de sécurité.

- cela est particulièrement vrai dans les situations d'oppression : le désir de pouvoir serait alors simple désir de disposer d'un moyen de faire reculer l'oppression ;

- de ces aspirations, somme toute légitimes, on passe insensiblement à un degré de motivation autre et autrement plus complexe : le pouvoir comme source d'identité. Le pouvoir que donne l'argent ou la position sociale fournit de l'identité aux yeux d'autrui, donc de la reconnaissance de soi et finalement de la liberté. Mais à quel prix pour les autres ? Et à quel prix pour soi ? Il y a risque permanent de contradiction entre l'identité mondaine due au pouvoir et l'identité spirituelle stricto sensu: l'identité mondaine tend à évincer l'identité spirituelle, ou plutôt à s'y substituer, car elle vise une reconnaissance sociale objective. L'identité spirituelle, elle, se limite à la vérité et à l'amour et ne cherche nullement une identité aux yeux du monde ; il est vrai qu'elle aboutit souvent, et paradoxalement, à une forte identité, mais à une identité dans le monde ; ce qui est fort différent. Et, il y a, bien sûr, toutes les situations intermédiaires de vraies-fausse identités spirituelles. De même, les relations entre l'identité par le pouvoir et l'identité démocratique ou citoyenne sont ambiguës et potentiellement conflictuelles : le désir de pouvoir est-il désir de service de la démocratie ou souhait masqué d'en être le bénéficiaire, progressivement et insensiblement, en se placant en quelque sorte au-dessus d'elle ?

- cette question se pose d'autant plus qu'en remontant progressivement, par étapes, à la source du désir de pouvoir, on peut y trouver une pulsion de transcendance égo-centrée qui se traduit par la volonté, inconsciente ou non, d'échapper aux servitudes communes de la condition humaine en se faisant différent des autres. Différent car au-dessus d'eux. Différent car ayant droit à un statut autre et

à une morale propre. L'anthropologue Marc Augé, dans le « Sens des autres », remarque que dans les sociétés primitives, le caractère transcendant et sacré du pouvoir se marque par le droit de transgresser des interdits, par exemple la prohibition de l'inceste. Et si, dans ces conditions, le but du pouvoir n'était pas tant son exercice que l'obtention de ces privilèges hors du commun qui sont préservés de la faute et de la culpabilité par leur caractère religieux ? Certes, les démocraties ont - en principe - réencastré le pouvoir dans la société ; elles l'ont, pensent-elles, désacralisé ; mais elles se sont plus attachées aux conditions de son exercice qu'aux motifs de cet exercice. Or, quoi de moins vénéré, et même idolâtré, que le pouvoir dans nos sociétés ! Voyons à quel point la conquête et l'exercice du pouvoir ont tendance à devenir un but en soi, indépendamment de son objet, au fur et à mesure que le sens se dilue et se dissémine. Remarquons comme il est facilement admis que le combat pour le pouvoir a droit à ses règles propres ( si l'on peut dire ) et combien, au nom de l'efficacité, il peut et même, selon certains, doit s'affranchir des normes de la morale ordinaire et pratiquer la ruse, la dissimulation, la rouerie, ect. Il n'y a pas si longtemps que le noble idéal de la Révolution légitimait le « Tout est permis d'Ivan Karamazov », y compris de fouler aux pieds les droits de l'Homme. L'on ne peut s'empêcher de soupçonner ici une jouissance particulière, celle de transgresser les interdits du commun au nom d'une morale supérieure au commun ! Il reste plus que des traces de tout cela dans le machiavélisme ordinaire, qui va bien au-delà des nécessités objectives de l'efficacité et de la morale collective en tant que non exactement superposable à la morale individuelle. Ce n'est pas tant l'exercice du pouvoir qui implique le machiavélisme que la jouissance particulière du machiavélisme qui attire dans le pouvoir. Quelle merveille en effet que le pouvoir pour ses zéloteurs : il libère leurs instincts censurés par la société, il les libère au nom de la société, tout en les faisant accéder , en toute bonne conscience, à une position supérieure dans ou même à la société. Voilà ce qui pourrait être l'un des ressorts du mystérieux désir de pouvoir : libérer en l'homme ce qu'il a de plus ordinaire et de refoulé tout en le faisant simultanément accéder au grade de surhomme ! Réconcilier l'irréconciliable et renouer avec l'antique promesse : « vous serez tous des Dieux ». Nos sociétés dites laïques sont loin d'en avoir fini avec le sacré archaïque, et avec sa violence, comme l'ont bien montré les travaux de René Girard. Nos démocraties sont encore des démocraties primitives.

Voilà qui peut expliquer que le désir de pouvoir, quand il n'est ni analysé ni régulé de l'intérieur, n'est jamais satisfait, en demande toujours plus, et constitue ainsi une sorte de surrégénérateur qui se nourrit de lui-même. Pourquoi, d'ailleurs, en est-il ainsi ? Pourquoi le pouvoir cherche-t-il toujours à être plus absolu ? N'y a-t-il pas profondément, dans le désir de pouvoir, le désir d'être Tout, de s'assimiler au Tout, de s'en octroyer tous les droits, au lieu de s'accepter simplement comme partie soumise à des devoirs. Le désir de pouvoir n'est-il pas manipulé par le rêve d'un Royaume dont nous serions le Souverain à l'exclusion de tout Autre ? En d'autres termes d'un Royaume qui est tout sauf spirituel, et même qui constitue une sorte d'inversion spirituelle. Si le spirituel est caractérisé par l'oubli de soi et le don aux autres, la priorité de la vérité sur la stratégie personnelle, la capacité à "lâcher prise" avec toute l'ascèse et l'amour que cela implique, on voit alors que le désir de pouvoir, avec tout le narcissisme qu'il véhicule, est un moyen de fuir l'exigence spirituelle. Le désir de pouvoir apparaît alors comme intimement lié au déficit spirituel de celui qu'il obsède. On ne peut pas traiter l'un sans traiter l'autre. De même, les démocraties qui prennent au sérieux leur objectif ultime et fondamental d'égale dignité, souveraineté,

citoyenneté de chacun, doivent désocculter les multiples ressorts cachés du désir de pouvoir en chacun. C'est aussi l'une des conditions de la réévaluation de la politique. Il faut à cet égard aller au-delà de la critique radicale du pouvoir telle qu'elle s'est exercée jusqu'ici, en se concentrant sur une dénonciation des multiples formes de la domination, mais en se gardant bien de remonter à celles de leurs causes obscures qui relèvent de la psyché humaine. Mais cela l'eût obligé à affronter la question spirituelle. Nous sommes, il est vrai, orphelins d'une métapsychologie spirituelle susceptible de fonder l'anthropologie politique et la démocratie !

Cette vision des choses présente évidemment le risque de conduire à une attitude janséniste et moralisante, assimilant le désir de pouvoir au Mal. Elle se heurte au fait que, d'une part, on ne peut exclure que l'exercice du pouvoir exerce des effets bénéfiques sur la société et que, d'autre part, il y a une nécessité fonctionnelle d'organisation des pouvoirs pour assurer un minimum d'ordre social. Il serait inexact, en outre, de passer sous silence les effets stimulants et mobilisateurs du pouvoir : il est susceptible de créer une tension dans l'être, une capacité de dépassement, une créativité, une intelligence sociale et des formes de fraternité particulières qui ont toute leur valeur. Cela est particulièrement vrai lorsque l'on passe du désir de pouvoir égocentrique à l'exercice réel de responsabilités au nom de ces responsabilités. Le pouvoir est un mode de réalisation de la personne, pour le meilleur et pour le pire, parce que l'être pour le pouvoir qui est en nous a besoin d'une forme de réalisation. Mais comment faire pour que cette réalisation soit adéquate. Comment s'assurer que la face potentiellement lumineuse du pouvoir l'emporte sur la face sombre ? Voilà qui incite à approfondir l'analyse et non à la fuir.

Quoiqu'il en soit, on ne peut esquiver la contradiction : le monde a besoin de pouvoir pour s'organiser d'un côté ; le désir de pouvoir comporte des risques spirituels, et des risques pour la démocratie de l'autre. Le pouvoir, le monde et l'éthique ne sont pas réconciliés ! Ils sont en tension et en conflit. Le travail de sens, l'éthique de la discussion et la non-violence visent à dépasser ce conflit sans le nier. Le bon usage du désir de pouvoir est l'une des conditions de leur mise en œuvre.

Comment, à partir de cette contradiction, continuer à avancer ?

### ***Trois modes de traitement du désir de pouvoir***

Une fois reconnu le désir de pouvoir, qu'en faire ? La question n'est pas sans analogie - ni lien - avec celle de la sexualité : sauf qu'il n'y a pas l'équivalent de la famille et du mariage, qui à la fois socialise, balise et spiritualise la sexualité ; sauf que dans la famille, le pouvoir de l'amour a plus de chance de l'emporter que l'amour du pouvoir. Certes, extérieurement, l'économie de marché, la démocratie, le droit canalisent le désir de pouvoir et le limitent. Mais, à l'intérieur des individus, le désir de pouvoir reste à l'état sauvage, et cela d'autant plus qu'il n'est pas conscient ou reconnu ; il n'est que contenu de l'extérieur, donc potentiellement dangereux.

Il y a en fait trois grandes voies conscientes pour traiter en nous le désir de pouvoir.

**a) La voie du refus du pouvoir.** C'est la voie du Christ, du Bouddha, de Saint-François d'Assise. Voie particulièrement ascétique et inaccessible, inhumaine d'une

certaine façon. Cette voie n'est pas reconnue, parce qu'elle fait peur et nous remet en cause. De façon fort intéressée, elle est amalgamée à l'indifférence à l'égard du monde, ou à l'inutilité sociale. Les exemples cités montrent qu'il n'en est rien. Au contraire même, et paradoxalement, ces êtres qui ont refusé le pouvoir pour eux-mêmes sont le siège de phénomènes de pouvoir surprenants et imprévisibles et qui les dépassent dans le temps et dans l'espace, et qui ont pour caractéristiques souvent de pousser les autres hors d'eux-mêmes, dans le sublime, en tout cas hors du pratico-inerte. Comme si, une fois maîtrisé le désir de pouvoir mondain qui était en nous et qui fonctionnait pour nous, place nette était faite pour un pouvoir autre, pouvoir de l'esprit ou du Royaume, qui ne demande qu'à s'exprimer mais se heurte à l'encombrement des appétits.

Ne rejetons pas cette voie. C'est la bonne. Mais nous n'en sommes pas capables ; apprenons plutôt à y accéder peu à peu en épuisant progressivement le désir de pouvoir qui est en nous. Et n'essayons pas de singer cette voie abrupte par un calcul faustien ou magique de dépouillement en vue de ce pouvoir différent : ce pouvoir différent ne fonctionne en rien selon les lois mécaniques, il n'est pas planifiable et il ne naît - s'il doit naître - qu'après une longue période d'accumulation ascétique.

**b) La voie machiavélienne**, à l'inverse, déjà évoquée, prend le monde comme définitivement trivial, comme un jeu dont il importe de tirer, pour soi, le meilleur parti, et le pouvoir comme un fort et légitime levier d'identité et de position sociale ; le risque est que le pouvoir soit progressivement déifié, absorbant et refoulant les aspirations éthiques latentes, et s'exaspérant lui-même dans un désir d'intensité croissante qui, presque inéluctablement, se rapproche tangentiellement de la folie.

**c) La voie intermédiaire** qui consiste à prendre le désir de pouvoir pour ce qu'il est, là où il est, pour en faire quelque chose d'utile pour la société. On peut la diviser en trois sous-groupes :

- **la voie marxiste** avait ceci d'original que, se situant dans la perspective d'un monde réconcilié, à terme, elle repose sur l'ascèse du militant au profit du pouvoir du Parti et de ses chefs. Elle mélange de façon indissociable une hypertrophie de l'intérêt pour le pouvoir et un dépouillement sacrificiel (et souvent sacrifié) vis-à-vis du pouvoir. Cette confusion du royaume et du Monde, dans ce cas comme dans tous les autres, aboutit inéluctablement à l'enfer et à la tyrannie et les purs sont amenés par la force des choses à sacrifier leur désir de pouvoir à celui de leurs chefs.

- **la voie capitaliste-libérale individualiste** où les désirs de pouvoirs des uns et des autres se régulent et s'équilibrent grâce à des règles du jeu fixées en commun pour régenter les intérêts. Dans la société, il en résulte un certain équilibre des libertés. Au niveau des individus, le désir de pouvoir n'est pas traité spirituellement et il en résulte malaise et désordre qui finit par s'étendre sur la société elle-même et miner la cohésion sociale et la démocratie.

- **la voie sociale-démocrate ou démocrate chrétienne**, qui, tout en prenant le monde et l'homme tels qu'ils sont, n'ont pas renoncé à transformer et l'un et l'autre, avec des tonalités différentes : le social démocrate a, en général, une bonne science des rapports sociaux et une faible anthropologie spirituelle ; inversement, le démocrate chrétien a une vision plus claire de la nature de l'homme - qui est ce que

l'on en fait et doit donc en permanence être travaillée -, mais une faible conscience des conditionnements sociaux ; ils se complètent l'un l'autre, mais ne le ressentent pas ainsi. Cette voie mixte, avec ses deux tonalités, est la seule qui soit féconde pour la démocratie dès lors que la première, l'ascétique, est jugée inabordable. Elle est consubstantielle à une démocratie qui se veut authentique. Mais elle est confrontée au risque permanent de bonne conscience et de compromission. Dans un monde structurellement divisé, comment sauver son âme tout en préservant sa carrière ?

### ***Comment maîtriser le désir de pouvoir ?***

Il y a donc lieu de préciser les conditions permettant de surmonter cette contradiction : qu'est-ce au que « l'honnête homme de pouvoir », existe-t-il seulement ? Oui, il peut exister, à quatre conditions :

1. Accepter la tension entre le Monde et le Royaume : le Monde, le global, ne peut être qu'un lieu de compromis ; le radical a sa place mais dans le local, le micro-social, la petite communauté. C'est là qu'est le Royaume : il est d'en haut, mais il advient par en bas (et pas par le politique). Ceux qui sont dans le haut du Monde doivent accepter le fait qu'ils sont moins spirituellement que ceux qui sont dans le "bas" où est le Royaume. La fonction des premiers est de laisser se déployer les seconds et de les honorer. La démocratie est toujours imparfaite et toujours perfectible, et elle a besoin de pionniers, d'éclaireurs, d'avant-garde, de militants qui ouvrent de nouveaux chemins. Cela conduira plus loin à insister sur la liaison nécessaire entre une culture de la régulation et une culture de l'utopie, ou encore à dire que l'une des fonctions de la démocratie représentative est de faire éclore et de soutenir la démocratie participative.

2. Accepter son désir de pouvoir comme une détermination et comme une non-liberté : on s'intéresse au pouvoir parce qu'on ne peut pas faire autrement, voilà la vérité. Mais admettre ce conditionnement est déjà s'approcher d'un peu plus de liberté et de distance vis-à-vis du pouvoir.

3. Rechercher sa vocation propre. Dès lors que l'on joue le jeu de son désir de pouvoir, l'attitude spirituelle juste consiste à déterminer, compte tenu de son équation personnelle, de ses aspirations, ce que l'on peut ou veut apporter de particulier à l'exercice du pouvoir, la cause que l'on entend servir. On retrouve ici la première des qualités que l'homme politique doit, selon Max Weber, posséder, "le dévouement passionné à une cause, au dieu ou au démon qui en est le maître", les deux autres étant le sentiment de la responsabilité et le coup d'œil et le détachement (cf. le Savant et le Politique).

4. Lier l'exercice du pouvoir et cette vocation. Le pouvoir n'est pas un but en soi. Son exercice doit être subordonné à la capacité de servir la cause que l'on s'est assignée. Il risque donc d'être temporaire ou instable. La capacité au non-exercice du pouvoir, parce que les conditions d'une action juste ne sont pas réunies, fait partie des qualités requises de l'honnête homme de pouvoir. Et l'on sait combien les traversées du désert - bien qu'elles ne se terminent pas toutes favorablement - sont fécondes pour ceux qui savent les surmonter.

### ***La question de l'accès au pouvoir***

L'honnête homme de pouvoir, s'il respecte ces conditions, ne va-t-il pas être ligoté par elles, ne va-t-il pas être éliminé dans un jeu hautement concurrentiel où beaucoup de coups, auxquels il répugne, sont permis ?

La conquête du pouvoir, dans un système concurrentiel, n'est jamais assurée. Mais reconnaissons que le machiavélien, en jouant sur l'intérêt ou la ruse, a plus de chance de réunir, au moins à court terme, des ressources de pouvoir que l'homme vertueux : celui-ci peut créer autour de lui des effets de polarisation, mais ils sont lents et aléatoires. L'honnête homme se trouve donc nécessairement dans une situation plus risquée (ou autrement risquée) dans un jeu dont il prétend au fond modifier les règles en s'interdisant certains moyens. Mais il reste lui-même et il inspire confiance sur le long terme. Il n'est donc pas privé de moyens d'influence et d'attraction. Sa réussite est aléatoire, elle dépend plus des circonstances ou du désir de morale des électeurs, de la part que prend, en eux, l'être pour le sens.

Plus précisément, l'expérience montre que trois facteurs sont susceptibles de favoriser son émergence dans un système de pouvoir :

- la compétence et l'expérience, si elles ont été entretenues, travaillées, en liaison avec la vocation. L'une et l'autre ne sont pas si nombreuses et finissent par faire prime sur le marché politique;

- le fait du Prince, que celui-ci soit lui-même honnête homme, ou qu'il fasse appel à l'honnête homme, parce qu'après tout c'est aussi son intérêt d'avoir auprès de lui des personnalités qui redonnent de la substance morale au pouvoir et ce faisant le conforte;

- l'effet de crise, qui se produit en général par un effondrement des structures et du personnel existant et qui conduit à rechercher des personnes incontestables ayant travaillé souvent dans l'ombre à lutter contre la crise et qui se trouvent, d'un coup, projetées sur le devant de la scène tantôt par un acte volontaire ( de Gaulle en 40 ), tantôt sans l'avoir voulu ( Havel lors de la « révolution de velours » ).

### ***La question de l'intégrité spirituelle de l'honnête homme confronté à l'exercice d'une responsabilité nouvelle***

L'accès à des responsabilités plus élevées, surtout s'il récompense un fort désir de pouvoir en attente, se traduit par un péril éthique particulier. Celui-ci résulte du contraste entre un excès de satisfaction et de jouissance d'un côté et le sentiment d'une sorte d'écrasement devant un jeu pesant et dense de contraintes et de demandes qu'il est impossible de satisfaire. La tentation est forte alors d'organiser une distance hautaine et satisfaite, ou de répondre par une violence de fait à l'accumulation des demandes (cette violence peut prendre de multiples formes, dont l'absence de réponse). Dans l'un et l'autre cas, l'avancement dans les responsabilités sociales s'accompagne d'une régression éthique et démocratique.

En réalité, c'est par l'autre bout qu'il faut prendre le problème : un accroissement de responsabilité sociale, dans quelque lieu que ce soit (entreprise, association,

famille), implique un progrès moral, faute de quoi les phénomènes pervers évoqués plus haut se produisent presque mécaniquement. Ce progrès prendra bien sûr des formes variées selon les personnes. Il consistera par exemple à éliminer des activités égoïstes ou à faible portée de sens que la suroccupation due aux responsabilités ne permet plus d'exercer sans risque. Il obligera, presque toujours, à surveiller de plus près le désir de pouvoir, qui va avoir tendance à se nourrir de son propre succès, et rappeler sans cesse que le pouvoir n'est pas un dû et ne saurait être moins qu'un service.

La difficulté est, précisément, que le progrès spirituel prend nécessairement du temps (il faut le méditer, l'organiser), au moment même où les responsabilités limitent le temps disponible. Le progrès spirituel requiert conseil, appui, écoute au moment même où l'isolement, la solitude s'accroissent. Pour rester honnête, l'homme de pouvoir a besoin de temps et de compagnons, mais s'il ne s'y est pas préparé, il risque de s'en apercevoir trop tard, une fois que le mal est fait : il n'a plus de vrais amis ,c'est-à-dire des amis qui parlent vrai ; il n'a plus de temps, mais des occupations. Des occupations contraintes, qui s'accumulent, mais qui sont gratifiantes, car elles donnent, fonctionnellement en sorte, de la reconnaissance et de l'identité et permettent largement de faire l'économie d'un sérieux travail de sens. C'est que, pour beaucoup, le simple exercice du pouvoir fait, à lui seul, sens, alors que le pouvoir n'a de sens que s'il est capable de donner du sens ou de se subordonner à un sens. Peut être même le pouvoir est-il désiré parce qu'il permet de se passer du travail de sens. Ce pouvoir là se corrompt vite et il corrompt non moins vite son titulaire : il suffit souvent de regarder attentivement son visage pour voir que celui-ci est devenu un masque derrière lequel le sujet a été dépossédé de lui-même. Plus l'on accède à des positions importantes de responsabilité, plus l'exercice d'une distance critique est nécessaire pour que ces responsabilités soient porteuses de sens. Cela suppose une capacité à maîtriser son temps, à laisser place au temps intérieur, au temps distancié et critique, au temps spirituel dont il sera question plus loin. En ce sens Jean Danielou avait raison d'insister sur "l'oraison, problème politique". Cela suppose également des compagnons, une communauté d'amis avec qui pouvoir parler sans risque<sup>3</sup>.

La question de l'accompagnement spirituel et moral de l'homme de pouvoir est ainsi posée, que l'on a trop oubliée aujourd'hui. Pour se réaliser, la démocratie doit s'intéresser davantage à l'homme intérieur. Et réciproquement.

---

<sup>3</sup> Pintasilgo